

Exemptions personnelles

M. A. C. Abbott (Mississauga): Monsieur l'Orateur, je me joins à mes collègues pour féliciter le député de Bellechasse (M. Lambert) de l'esprit dont témoigne sa motion et des sentiments louables qui l'ont poussé à la présenter. Mais son geste ne fait que mettre en évidence les difficultés d'ordre pratique qui se présenteraient, s'il fallait aménager notre système fiscal dans un sens qui permette d'opérer la réforme demandée.

Le député de Scarborough-Ouest (M. Martin) et celui de Halton (M. Philbrook) ont fait voir par le détail que la progressivité de nos impôts ne permet pas de réaliser la réforme immédiate que recommande la motion. Ils ont fait voir l'énorme perte de recettes qui en résulterait.

Le problème se pose pour une bonne part, bien sûr, du fait de la doctrine que prône le parti du député. Depuis bien des années il est disposé à distribuer l'argent, quoi qu'il en puisse résulter pour l'économie. En Alberta où le parti du Crédit social a vu le jour, Bible Bill Aberhart menait ses campagnes d'une façon fort spectaculaire. Ceux qui ont connu cette époque en Alberta racontent qu'il ne se présentait jamais à un meeting sans un énorme chèque et un stylo de même proportion. Et il criait à la cantonade: «Quelqu'un veut-il venir signer un chèque au profit de l'Alberta?» Immédiatement un jeune homme—toujours le même—s'empressait de venir rédiger un chèque bon pour \$25, à l'ordre de chaque citoyen albertain.

Ce jeune homme n'a pas manqué de gravir les échelons, et a fini par devenir premier ministre de l'Alberta. Mais arrivé à ce poste, il n'avait plus d'encre dans son stylo, et il a fallu le pétrole jaillissant du sol pour lui permettre de faire des largesses au peuple, d'une façon toute conservatrice.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question? Se rend-il compte à quel point son ton de voix et son allure nous rappellent Bill Aberhart?

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Il lui manque la corpulence.

M. Abbott: Ça vient! Monsieur l'Orateur, c'est le plus près que l'on puisse s'approcher d'une insulte à la Chambre.

M. Paproski: Le même premier ministre a rempli son devoir et versé aux gens un droit de \$25.

M. Abbott: Monsieur l'Orateur, j'ai voulu dire que le premier ministre en question a pris l'argent de la population sous forme de ressources non renouvelables et qu'il l'a distribué très équitablement aux Albertains. Pourtant, il n'a pas agi ainsi pour obéir à la théorie créditiste, mais parce que l'Alberta disposait de vastes richesses naturelles.

La difficulté tient à ce que l'Alberta a toujours eu du goût pour les théories politiques farfelues ou réactionnaires, et qu'elle a rarement fait preuve de sagesse dans le choix de ses représentants à la Chambre des communes. C'est l'un de ses moins bons côtés. Ayant eu la chance et la joie de vivre à Calgary pendant quatre ans, je dois dire que c'est là l'un de ses aspects les moins attrayants. On regardait derrière son député pour y trouver un tory plutôt qu'un libéral! C'est ce malheureux état de choses qui m'a fait fuir cette province.

M. Paproski: Qui durera encore un siècle!

M. Abbott: Comme se sont efforcés de le montrer mes honorables amis, le gouvernement du Canada n'a pas le

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

privilege de participer à des réunions publiques et d'établir de gros chèques. Il doit payer les factures des énormes services dont bénéficie actuellement le commun des citoyens. Je pourrais préciser en parlant des diverses prestations de santé, des pensions et allocations aux anciens combattants, des allocations familiales, ainsi que le vaste appareil de mesures sociales qui a été mis sur pied dans l'intérêt des Canadiens, de même que les autres lourdes responsabilités exigées du gouvernement. Nous avons un régime fiscal qui tient compte des sommes à percevoir de la participation des simples citoyens et qui leur fournit les prestations qui leur sont nécessaires.

L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) voudrait nous engager dans une forme de politique irresponsable afin de réaliser ses propres aspirations sociales. Sa sincérité ne saurait être mise en doute, mais tout revient essentiel, à savoir si, un gouvernement va être crédible. Je crois que le présent gouvernement a démontré qu'il saurait assumer ce genre de responsabilité fiscale. Il est disposé à prendre des décisions ardues qui figureraient dans le dernier budget—décision qui vise à réduire les dépenses et à gérer les affaires de notre pays de façon responsable et prudente.

Quels que soient nos objectifs, pour accorder des prestations plus élevées aux Canadiens et relever leur revenu en leur épargnant de payer le l'impôt sur leur revenu, toutes nos réalisations éventuelles doivent s'inspirer du sens des responsabilités.

● (1650)

Je voudrais parler brièvement de l'irresponsabilité d'un gouvernement provincial censément imbu des principes conservateurs et d'un sens des responsabilités. Je veux parler du gouvernement de l'Ontario.

M. Baker (Grenville-Carleton): C'est un excellent gouvernement.

M. Abbott: Le député soutient que c'est un excellent gouvernement. On espère bien sincèrement qu'il sera bientôt défait. Il s'est efforcé ces dernières semaines de redorer son image ternie auprès de la population ontarienne en prenant une série de mesures irresponsables, et notamment en réduisant la taxe de vente pour une période limitée.

M. Paproski: Nous ne voulons pas de partisanisme dans le débat, n'est-ce pas?

M. Abbott: Nous voyons donc à l'œuvre un gouvernement des plus irresponsable. Il a réduit la taxe de vente pour le reste de l'année, en prévenant que la réduction demeurera en vigueur jusqu'après les prochaines élections provinciales. Ce même gouvernement a en outre imposé un faux blocage du prix du pétrole pour une période de 90 jours. Il a induit la population en erreur en lui faisant penser à tort qu'il agit de façon responsable. Je suis persuadé que la plupart des citoyens ontariens vont dire au parti qui forme l'actuel gouvernement ontarien ce qu'ils en pensent en élisant un gouvernement provincial libéral.

Enfin, il faut reconnaître que le gouvernement de l'Ontario, s'est montré très irresponsable dans le cas de l'aéroport de Pickering. Je sais que des députés de tous les partis ont des sentiments prononcés à cet égard et croyez-moi, madame l'Orateur, mes observations ne s'écartent tellement de la motion du député de Bellechasse (M. Lambert) comme certains le pensent, au contraire. Le gouvernement ontarien a conclu avec le gouvernement fédéral un accord en vertu duquel celui-ci s'engageait à fournir l'aé-